\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Prime Minister Sheikh Hasina
Prime Minister’s Office
Old Sangsad Bhaban
Tejgaon, Dhaka-1215
Bangladesh

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Madame la Première ministre,

**Depuis le 7 avril, plus de 100 membres de la communauté autochtone Bawm, dont une femme enceinte et des enfants, ont été arrêtés arbitrairement dans le cadre d’une opération militaire en cours dans les villages des Chittagong Hill Tracts**. Cette opération était une réponse au braquage présumé de deux banques et à la prise en otage d’un directeur de banque par le groupe armé Front national Kuki-Chin (KNF) les 2 et 3 avril. Les autorités sont parties de l’hypothèse que toute la communauté du peuple Bawm faisait partie du Front national Kuki-Chin ou le soutenait. Les personnes arrêtées sont accusées de sédition présumée en vertu de l’article 15 de la loi draconienne sur les pouvoirs spéciaux et de plusieurs infractions au Code pénal, telles que le vol et l’enlèvement.

Toutes les personnes arrêtées restent anonymes dans les documents de la police sous la dénomination «130-150 voleurs terroristes armés». Certains ont été déférés au tribunal et remis en détention provisoire. D’autres doivent encore comparaître devant un tribunal. Sur des images de vidéosurveillance du braquage, on peut voir les responsables. Au lieu de s’en servir pour identifier les auteurs, votre gouvernement préfère persécuter toute une communauté autochtone.

Amnesty International craint vivement que les membres de la communauté autochtone Bawm ne soient victimes de sanctions collectives imposées par les autorités de l’État. Ils ont été maintenus sous le soleil brûlant pendant toute une journée pour être interrogés et ont été privés de nourriture. Les arrestations massives et aléatoires, avec des tout-petits envoyés en prison avec leur mère qui n’avait personne à qui les confier, témoignent de l’ampleur de l’opération militaire. Il y a environ 11 000 Bawm au Bangladesh et la plupart d’entre eux vivent actuellement dans la peur des arrestations, la famine, le manque d’accès à l’éducation, à l’emploi, etc. L’armée a installé un camp dans certains villages et confisqué les téléphones portables des villageois, les coupant ainsi des membres de leur famille.

**En conséquence, je vous prie instamment de :**

* **mettre fin à la répression visant la communauté Bawm ;**
* **libérer d’urgence tous les civils, en particulier la femme enceinte et les enfants, qui sont détenus arbitrairement ;**
* **assurer une représentation juridique adéquate pour toutes les personnes arrêtées arbitrairement et permettre à leurs proches de leur rendre visite librement, sans craindre d’être arrêtées au cours du processus ;**
* **veiller à ce que les activités militaires soient menées sur les terres des peuples autochtones uniquement après avoir recueilli leur consentement, conformément à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ;**
* **mettre pleinement en œuvre toutes les dispositions relatives aux droits humains de l’Accord de paix des Chittagong Hill Tracts.**

Veuillez agréer, Madame la Première ministre, l’expression de ma haute considération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Copie**

Ambassade de la République populaire du Bangladesh, Rue de Lausanne 65, 1202 Genève

Fax: 022 738 46 16, E-mail: permanentmision.geneva@mofa.gov.bd